

VICTOR TEBOUL



Jean-Charles Harvey et son
combat pour les libertés

Essais

Tolerance.ca Éditeur

VICTOR TEBOUL

Jean-Charles Harvey et son combat pour les libertés

Essais

Tolerance.ca Éditeur

ISBN 978-2-9814097-1-3

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2013

Droits réservés © Victor Teboul et Tolerance.ca Inc. 2013

Aucune reproduction n'est permise sans l'autorisation écrite de l'auteur.

Pour consulter la liste complète des oeuvres de Victor Teboul, visitez le site www.victorteboul.com

Site Internet de Tolerance.ca Inc. Éditeur : www.tolerance.ca

Jean-Charles Harvey et son combat pour les libertés

Jean-Charles Harvey et son combat pour les libertés regroupe deux essais de Victor Teboul sur le journaliste québécois et son journal *Le Jour*. Harvey est un précurseur en matière des droits au Québec. Son combat pour les libertés et contre l'intolérance constitue, sans aucun doute, un fait marquant de l'histoire des idées au Canada. Si l'on se rappelle, à juste titre, les querelles de Harvey avec les autorités ecclésiastiques de son époque, à la suite de la publication de son roman *Les Demi-civilisés* en 1934, on se souvient moins toutefois de l'autre lutte qu'il livrera et qui contribuera à former la société québécoise moderne d'aujourd'hui. Il fonde en 1937, à Montréal, le journal *Le Jour* auquel Victor Teboul a consacré l'étude, *Le Jour. Émergence du libéralisme moderne au Québec*. 1937 est aussi l'année de l'adoption par le gouvernement de Maurice Duplessis de la Loi du cadenas, qui donne le droit aux autorités de fermer tout local soupçonné de servir à la propagation du communisme. Avant-gardiste et ouvert sur le monde, Harvey dénonce les injustices. Il prend position en faveur de l'immigration alors que les nationalistes québécois s'y opposent. Il réclame pour les femmes « un salaire égal, pour un travail égal », un slogan qui deviendra fort répandu à partir des années 1970. Il se bat en outre pour qu'elles obtiennent le droit de vote, un droit acquis au niveau fédéral canadien depuis 1917, mais qui ne sera accordé aux femmes du Québec qu'en 1940 par le gouvernement libéral de Godbout.

Harvey et l'équipe du *Jour* lutteront par ailleurs systématiquement contre le racisme dont sont victimes les Canadiens français, plus particulièrement dans les entreprises anglo-saxonnes. En fait, *Le Jour* sera un des seuls périodiques, avec le journal communiste *Clarté*, à dénoncer publiquement et de manière systématique l'antisémitisme et le fascisme, alors que les élites nationalistes de l'époque exprimaient haut et fort leurs préjugés antisémites et leur admiration des figures fascistes au pouvoir en Europe.

Jean-Charles Harvey et son combat pour les libertés constitue un ouvrage indispensable pour quiconque s'intéresse à l'histoire des idées au Québec. À lire absolument !

Victor Teboul

Romancier et essayiste québécois, Victor Teboul est l'auteur notamment de *Le Jour. Émergence du libéralisme moderne au Québec*, ouvrage dans lequel il examine les fondements du libéralisme moderne et son influence sur la société québécoise. Il a également signé la série, *Le libéralisme moderne au Québec*, diffusée à la radio de Radio-Canada. Victor Teboul a enseigné l'histoire à l'Université du Québec à Montréal et la littérature québécoise dans un collège. Il dirige le magazine en ligne *Tolerance.ca* qui vise à promouvoir un discours critique sur la diversité et la tolérance. Il vit à Montréal.

Légende de la photo. Jean-Charles Harvey, à droite, en compagnie de Ernest Pallascio-Morin, auteur dramatique, en ondes dans les studios de la station radiophonique C.K.A.C., à Montréal, le 2 octobre 1939. (Photo : Jean Charles Harvey/ Poirier, Conrad, 1912-1968.)

Victor Teboul remercie Bibliothèque et Archives nationales du Québec pour leur aide dans la recherche d'images.

Du même auteur

Ouvrages

Yves Thériault ou l'ouverture à l'Autre. Entretien. Tolerance.ca Éditeur, Montréal, 2013. Version numérique (Kindle).

Bienvenue chez Monsieur B. !, Roman, L'Harmattan, Paris, 2010.

La Lente découverte de l'étrangeté, Roman, Éditions Les Intouchables, Montréal, 2002.

René Lévesque et la communauté juive, Essai et entretiens, Éditions Les Intouchables, 2001.

Que Dieu vous garde de l'homme silencieux quand il se met soudain à parler, Roman, Éditions Les Intouchables, 1999.

Une femme, un vote, Entretiens, Ministère des communautés culturelles et de l'immigration, 1990.

Le Jour : Émergence du libéralisme moderne au Québec, Essai, Éditions Hurtubise HMH, 1984.

Mythe et images du Juif au Québec, Essai, Éditions de Lagrave, 1977.

Magazines (directeur fondateur)

Tolerance.ca®, magazine d'actualité et d'analyse, publié en ligne depuis 2002 : www.tolerance.ca

Jonathan, revue mensuelle interculturelle, publiée à Montréal de 1981 à 1986.

Séries radiophoniques

Diffusées sur la chaîne culturelle de Radio-Canada : *Le Québec au pluriel*, *La Communauté juive du Québec*, *Le libéralisme moderne au Québec*, *Israël à 40 ans*.

Articles

De nombreuses analyses publiées dans des ouvrages collectifs ainsi que dans les grands quotidiens de Montréal.

À la mémoire de Fernand Dumont

Table des matières

AVANT-PROPOS

JEAN-CHARLES HARVEY, LE VISIONNAIRE

LA RÉVOLUTION LIBÉRALE

Avant-propos

C'est en travaillant sur *Mythe et images du Juif au Québec* que je découvre *Le Jour* et l'oeuvre révolutionnaire que ce journal accomplira sur le plan des mentalités en réhabilitant le libéralisme au Québec. Je décidai de lui consacrer une étude dont la publication fut subventionnée par la Fédération canadienne des études humaines grâce à l'appui de l'éminent sociologue québécois Fernand Dumont. *Le Jour. Émergence du libéralisme moderne au Québec* parut à Montréal, chez Hurtubise HMH, en 1984.

Le libéralisme n'avait pas bonne presse parmi les chercheurs au Québec lorsque j'entamais mes recherches afin de sortir ce journal de l'oubli. Cet hebdomadaire sera un des seuls organes de presse à combattre les préjugés tenaces des années 1930 et 1940 que la plupart des historiens et autres propagateurs des idées anciennes et étriquées continuaient de diffuser à son sujet. On le qualifia même d'organe propagandiste pour mieux le discréditer, car il fut, avec le journal communiste *Clarté*, anticlérical et aussi antinationaliste, à une époque où le nationalisme québécois soutenait les régimes de Mussolini et de Franco ...

Le sujet du libéralisme québécois m'a suffisamment passionné pour que j'entreprenne une série de huit émissions diffusées à la radio de Radio-Canada, série au cours de laquelle j'ai eu le plaisir de m'entretenir avec plusieurs personnalités québécoises qui connurent Jean-Charles Harvey et son époque, dont le journaliste Jean-Louis Gagnon, Gérard Pelletier, qui fut le compagnon d'armes de Pierre Trudeau, le critique d'art Paul Gladu et la fille du fondateur du *Jour*, Claire Harvey-Trantham, qui m'ont tous fait l'honneur de participer à mes émissions¹. Cette période est également évoquée dans *Le Jour. Émergence du libéralisme moderne au Québec*, ouvrage dans lequel j'examine les fondements du libéralisme et la contribution de ce mouvement d'idées à l'évolution de la société québécoise.

Jean-Charles Harvey, le visionnaire

Le combat de Jean-Charles Harvey pour les libertés et contre l'intolérance constitue, sans aucun doute, un fait marquant de l'histoire des idées au Canada. Si l'on se rappelle, à juste titre, les querelles de Harvey avec les autorités ecclésiastiques de son époque, à la suite de la publication de son roman *Les Demi-civilisés* en 1934, on se souvient moins toutefois de l'autre lutte qu'il livrera et qui contribuera à former la société québécoise moderne d'aujourd'hui.

On connaît la petite histoire : mise à l'index du roman par le cardinal Villeneuve; renvoi de Harvey du quotidien *Le Soleil*, où il occupait le poste de rédacteur en chef; départ en 1937 pour Montréal où il fonde, la même année, l'hebdomadaire *Le Jour* qui paraîtra jusqu'en 1946.

Ce journal constitue l'œuvre majeure de Harvey. Il est fondé la même année où le premier ministre, Duplessis, fait adopter la Loi du cadenas, qui donne le droit aux autorités de fermer tout local soupçonné de servir à la propagation du communisme. On se souviendra aussi que l'esprit de renouveau qu'incarnait *Le Jour* inspirera, en 1974, les fondateurs du journal souverainiste du même nom. Ceux-ci proclameront d'ailleurs leur filiation avec la publication de Harvey, dès la parution du premier numéro, en se déclarant « en continuité historique » avec ce journal (*Le Jour*, 28 février 1974).

Contrairement au quotidien souverainiste, toutefois, *Le Jour* de Harvey n'a jamais été nationaliste, il luttait plutôt pour que les Canadiens français obtiennent leur juste part de pouvoir politique sur la scène fédérale, à une époque où ils étaient absents de cette arène politique. L'arrivée des Trudeau, Pelletier, Marchand était en partie due aux efforts de Harvey en ce sens.

Depuis les années 1970, le mouvement souverainiste québécois a élargi ses horizons et rendu périmées certaines attaques de Harvey contre les nationalistes. Mais le combat de Harvey ne s'est pas limité à livrer une lutte contre le nationalisme étroit de son époque.

De concert avec les esprits éclairés de son temps, Harvey réclamait pour les femmes « un salaire égal, pour un travail égal », un slogan qui deviendra fort répandu à partir des années 1970. Il réclame en outre le droit de vote pour les femmes, droit acquis au niveau fédéral depuis 1917, mais qui ne sera

accordé aux femmes du Québec qu'en 1940 par le gouvernement libéral de Godbout. Ce combat était donc aussi celui de Harvey.

La lutte contre le racisme visant les Canadiens français

Le Jour luttera par ailleurs systématiquement contre le racisme dont sont victimes les Canadiens français, plus particulièrement dans les entreprises anglo-saxonnes, et il sera un des seuls périodiques, avec le journal communiste *Clarté*, à dénoncer publiquement, et de manière systématique, l'antisémitisme et le fascisme, alors que les élites nationalistes ne cachaient pas leur admiration des figures fascistes au pouvoir en Europe.

La gauche sera d'ailleurs représentée au sein de la rédaction du *Jour* dès la parution des premiers numéros, mais cette alliance sera de courte durée, la Russie ayant signé un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie en 1939. Ce qui n'empêche pas *Le Jour* de rendre hommage à Norman Bethune, lors du décès du célèbre médecin canadien dont les actions humanitaires auprès des Républicains espagnols et des révolutionnaires chinois ne seront reconnues au Canada que tardivement. De plus, Louis Dantin, qui signe régulièrement une chronique dans *Le Jour*, y exprime des vues progressistes.

La question des droits préoccupera d'ailleurs Harvey tout au long de sa vie. Luttant contre la Loi du cadenas, il s'associera à la Société canadienne des Droits de l'Homme, afin de créer au Québec un organisme de défense des droits. La Ligue des Droits de l'Homme (devenue depuis La Ligue des droits et libertés) sera finalement fondée en 1963 et Harvey siège au sein de son premier conseil d'administration, dont il sera membre jusqu'à la fin de sa vie. Il est en effet réélu pour un an en 1965, deux ans avant sa mort.

À l'heure où l'immigration est devenue pour le Québec une priorité, la pensée de Harvey demeure on ne peut plus actuelle. Tandis que les nationalistes des années 1930 et 1940 s'opposent vigoureusement à l'immigration et que le Canada lui-même se montre restrictif, Harvey préconise une ouverture. Voici ce qu'il écrit tandis que la seconde guerre mondiale est imminente et que le Canada n'accepte des réfugiés qu'au compte-gouttes :

« Les migrations humaines sont commandées par la nature, par les besoins économiques, par l'instinct créateur du changement, par les sentiments que les hommes peuvent aller d'un groupe national à l'autre, sans rien détruire.

Bien au contraire, il est avéré que les migrations, le mélange des sangs, des idées, des initiatives, des habitudes et des expériences diverses sont nécessaires à la civilisation et au progrès. » (*Le Jour*, 12 août 1939. Les références au journal *Le Jour* seront indiquées dorénavant dans le présent document par les initiales *LJ*.)

Son journal réclame la mise sur pied d'un ministère québécois de l'immigration, près de trente ans avant sa création.

La critique de l'éducation

Dans le domaine de l'éducation, Harvey lutte inlassablement contre les autorités de l'époque pour qu'elles lâchent leur emprise sur la formation intellectuelle des futures générations. Sa lutte mérite d'autant plus d'être rappelée que la réussite financière et l'esprit de compétition sont carrément dévalorisés par les élites de l'époque. Véritable pierre angulaire du projet de société proposé par Harvey, sa critique de l'éducation devance les réformes du Rapport Parent. Les Canadiens français se doivent, selon le fondateur du *Jour*, de maîtriser les compétences des sociétés modernes, afin de rivaliser à armes égales avec les autres nations dans un monde compétitif.

Non seulement faut-il apprendre à croire, mais aussi à savoir, écrit Harvey, « pour ne pas tarir en soi les sources merveilleuses de la curiosité intellectuelle » (*LJ*, 15/01/38). C'est un « entraînement à la recherche » que *Le Jour* réclame de la part de l'école. Harvey souhaite que l'indépendance d'esprit et le sens de la curiosité soient encouragés par les pédagogues, au point que *Le Jour* recommande la lecture des œuvres de Jules Verne.

Taxé de propagandiste pour avoir subi l'influence des valeurs libérales qui ont fondé les sociétés modernes et pour avoir osé les propager chez nous, Harvey a sombré dans l'oubli, car la question nationale du Québec, n'étant toujours pas résolue, continue de mobiliser nos esprits. Faut-il pour autant continuer de négliger la mémoire d'une figure de la stature de Harvey ? Alors que nous vénérons ceux qui nous ont incités à maîtriser notre passé, ne faudrait-il pas penser un peu plus à ceux qui, plus visionnaires, aidaient à préparer l'avenir ?

La révolution libérale

Contrairement à ce qui se passe en Occident au cours du dix-neuvième siècle, alors que le libéralisme concourt à l'émergence de nouvelles entités nationales, au Québec le libéralisme représente un danger pour la nation. L'individualisme qu'il préconise contrarie le sens du collectif, longtemps privilégié dans un esprit d'autodéfense par les idéologues traditionnels. L'individualisme qu'intuitivement on rejette représente en effet une menace autant à la nation qu'à l'idéologie conservatrice qui jusqu'alors la définissait.

Léon Courville, ancien professeur titulaire à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal, déclarait en 1984, lors de sa leçon inaugurale, que «la défense des idées libérales au Québec a peu de poids et d'acceptation».

Véritable bilan critique de la faiblesse du discours libéral, l'exposé de M. Courville signale l'absence de penseurs dans la communauté des affaires où «l'intellectuel apparaît dangereux» et note que celui-ci, pour sa part, ne tient pas tout à fait en admiration l'homme d'affaires.

La révélation de cette lacune entre ces deux mondes vise, en fait, à valoriser sur le plan des idées le rôle de l'industriel, injustement ignoré, selon Léon Courville, par les idéologues québécois, et même par le corpus de sa propre École: «Je suis étonné, et peut-être coupable aussi, que le curriculum de l'École ait fait si peu ou pas de place à la vision systémique du capitalisme moderne. Au contraire, on a mis l'accent sur les vices du système en prenant pour acquis que d'autres systèmes étaient sans vices. Il m'apparaît aberrant qu'une école de gestion ne puisse présenter une vision neutre sinon valorisante de l'activité d'entreprise et du rôle joué par ces hommes et femmes dont la préoccupation de carrière sera la «business» »².

L'exposé de Léon Courville contient plusieurs implications. L'une d'elles touche à la nécessité de rendre le discours libéral crédible et légitime auprès de ces diffuseurs d'opinion que sont les «intellectuels», c'est-à-dire les enseignants, professeurs et autres producteurs ou propagateurs de discours. Car on sait le degré d'influence que ces derniers ont subi de la part des

idéologies collectivistes— du marxisme jusqu'à la social-démocratie en passant par la doctrine sociale de l'Église.

M. Courville signale à la nouvelle classe d'entrepreneurs francophones le besoin de se constituer un système d'idées et de s'assurer d'une élite intellectuelle.

On sait aussi comment la formation du Canadien français l'a éloigné du monde matériel. Même Esdras Minville, qui ne manquait pourtant pas de prédispositions l'égard du monde économique, ne peut s'empêcher de distinguer la civilisation chrétienne aux valeurs «morales» et «spirituelles» de la civilisation «économique» dont «les Anglo-protestants», les Américains en particulier, se vantent d'avoir doté le monde.

Cette perception d'un système économique dont la nature même s'opposerait à une manière d'être du Québec se manifeste aussi dans le discours scientifique. C'est dans un Cours d'économie politique, préfacé par Edouard Montpetit, qu'apparaît la définition suivante du libéralisme: «La conception libérale antireligieuse, fondée sur l'individualisme, préoccupée avant tout de politique, (favorise) les classes possédantes et (prend) pour devise: «Laissez faire, laissez passer». Elle aboutit à faire disparaître de la vie sociale toute influence du christianisme, qu'elle considère comme le grand adversaire de la liberté»³.

Opposé à une manière d'être particulière du Canadien français, le libéralisme, par son expression politique, la démocratie parlementaire, contribue directement à diviser la collectivité, à briser sa solidarité ethnique au moyen du jeu des partis politiques. En effet, pour Lionel Groulx comme pour Esdras Minville, la démocratie libérale menace l'esprit de cohésion des Canadiens français: «En soi, écrit l'abbé Groulx, l'idée de parti est essentiellement une idée de division; non moins essentiellement l'idée nationale est une idée de cohésion»⁴.

Contrairement à ce qui se passera ailleurs en Occident au cours du dix-neuvième siècle où le libéralisme concourt à l'émergence de nouvelles nations, au Québec le libéralisme représente ainsi un danger pour la nation. L'individualisme qu'il préconise contrarie le sens du collectif, longtemps privilégié dans un esprit d'autodéfense par les idéologues traditionnels. L'individualisme qu'intuitivement on rejette représente en effet une menace autant à la nation qu'à l'idéologie conservatrice qui jusqu'alors la définissait.

***Le Jour* (1937-1946), journal libéral**

C'est à cette remise en question que s'attellera le journal de Jean-Charles Harvey, *Le Jour*, publié de 1937 à 1946. Marginalisé dès le départ, à cause des déboires que connaît à l'époque son fondateur dont la réputation de pourfendeur des idées reçues est déjà bien établie, le journal vise une cible principale: l'éducation. À travers elle, c'est toute une manière d'être qui sera mise en cause.

La cible principale: l'éducation

L'éducation, pour *Le Jour*, constitue non plus un outil de défense et de conservation de la nation, mais un moyen d'assurer à l'individu sa part dans la conquête des biens matériels. D'où l'intérêt que représente la connaissance en tant qu'instrument dynamique permettant un examen critique du milieu ambiant. L'éducation doit transmettre une méthode d'apprentissage plutôt qu'un fonds de connaissance, c'est cela qui assurera l'indépendance de l'individu. La connaissance se verra ainsi axée sur l'utile, ce qui confère à la culture une dimension pratique. Contrairement à d'autres journaux de l'époque, *Le Jour* accordera une large place aux interventions du frère Marie Victorin qui, à l'occasion d'un Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), en 1938, incite les élites canadiennes-françaises à s'intéresser activement à la science afin d'exceller et de rayonner sur la scène internationale.

De plus, la connaissance n'est plus moralisante, elle est raisonneuse, régie non plus par l'ordre spirituel, mais par l'ordre matériel. C'est ce qui explique que l'interprétation de l'histoire diffère de celle qui prévaut habituellement. Les pionniers qui ont peuplé le Canada ne sont pas des saints à «la figure blême et (aux) mains blanches et minces», mais «des casse-gueule trapus, bruyants, costauds, mal habillés, de traits durs». Leur objectif n'était pas de sauver des «âmes indiennes» mais de fonder une «nation nouvelle» pour les blancs. Ce sont des «lutteurs avides de terres nouvelles et de richesses matérielles» qui découvrent le Canada. «Nos aïeux n'étaient pas des fifis», affirme Édouard Le Doret dans le titre même de son article (*LJ*, 15/04/39).

La découverte de l'individu et de ses richesses

«La possibilité du bonheur est en moi. En moi! Non pas au dehors, non pas dans les autres», s'exclame un autre collaborateur du journal qui découvre en

même temps l'indépendance de l'être vis-à-vis des structures habituelles, étatiques ou religieuses (*LJ*, 15/01/38).

Si c'est de l'individu que dépend son propre bonheur, c'est aussi de lui que dépend la naissance d'un monde meilleur grâce au perfectionnement continu qu'il est appelé à pratiquer tout au long de sa vie. Le travail lui-même sera associé à la création artistique, à cette «lutte enivrante de l'artiste avec la matière (...), cette joie montante devant les difficultés vaincues, l'œuvre réalisée» (*LJ*, 5/02/38).

Il s'agit de se forger soi-même comme se façonne une œuvre d'art: «Je veux régner sur la chair délicatement ordonnée. Être le virtuose de moi», déclare le critique d'art Paul Gladu (*LJ*, 4/06/38).

Ces efforts que l'on exige de soi-même, cet attrait de la perfection dérivent d'une idéalisation du travail. Celui-ci ne relève pas que de l'effort cérébral, il comporte aussi une forte dose de sensualité.

C'est là, sans doute, l'originalité qu'apporte *Le Jour* à une notion habituellement associée au devoir et à l'obligation et qui dérive ici du désir. Désir de forger, de marquer, de modifier, ou tout simplement désir de créer.

Lutte avec la matière, avec le milieu que l'individu est censé maîtriser, conquérir grâce à un désir de posséder qui l'anime. L'individu se découvre ainsi maître de lui, de son présent et de son avenir.

La clé de cette assurance demeure la connaissance, cette soif de connaître qui caractérise tous les collaborateurs de ce journal et qui explique bien le danger qu'il représente, puisqu'il s'ouvre aussi à la confluence d'idées, parfois même à la confrontation d'idées diamétralement opposées telles que l'individualisme et le socialisme, qui vient, lui, paradoxalement du berceau du libéralisme moderne, c'est-à-dire des États-Unis.

Selon Harvey lui-même, il s'agit non plus d'apprendre à croire, mais d'apprendre «à savoir, pour ne pas tarir en soi les sources merveilleuses de la curiosité intellectuelle» (*LJ*, 14.01.38).

Cette inclination du *Jour* expliquera les positions du journal à l'égard de la censure qui frappe certains auteurs, dont les œuvres sont exclues des bibliothèques, ou certains films qui ne seront pas projetés au Québec.

Ces produits que sont le livre, le film, les émissions radiophoniques ou le disque, apparaissent aussi comme des moyens de diffusion d'une culture ou d'une connaissance à partager. La culture, certes, que privilégie *Le Jour* est celle d'une classe aisée davantage tournée vers la France qu'adaptée au contexte nord-américain.

Mais malgré certains tiraillements qui reflètent bien son milieu, *Le Jour* réussit à réunir ces deux tendances et à réintégrer dans une expression culturelle française des courants nord-américains.

Une culture qui s'adresse à la masse

Le journal se situe du reste lui-même à un tournant entre deux conceptions de la culture. Si l'une la conçoit comme limitée à un milieu restreint et instruit, l'autre désire lui donner une définition plus large qui tiendrait compte des goûts du grand public.

Ce sera Louis Dantin, le chroniqueur du livre américain, résidant à Boston, qui, tout en se faisant le défenseur du socialisme, introduira dans les pages du *Jour* le nouveau barème des best-sellers, qui font désormais du peuple le nouveau maître de la culture:

«Les Américains, comme on sait, ont des façons commerciales d'apprécier toutes choses — quoique sachant aussi leur appliquer d'autres critères. C'est ainsi que chez eux la gloire littéraire paraît se mesurer à la vente des ouvrages qui y aspirent. Chaque semaine les journaux nous offrent la liste des «livres les mieux vendus», et bon nombre de gens y puisent leur jugement des œuvres. Parmi les favoris il s'élève, d'une semaine à l'autre, des fluctuations, des péripéties excitantes, qui rappellent les champs de course avec leurs vainqueurs et leurs prix. Un livre qui tient la tête pendant plusieurs mois est considéré un chef-d'œuvre— ce qui n'est pas, si l'on y songe bien, tellement ridicule. Car l'écoulement d'un ouvrage jauge l'estime et le goût publics; et c'est le public qui partout crée et sacre les renommées. Il se trompe quelquefois, mais le plus souvent il voit juste. *Gone With the Wind* a conquis un record comme best-seller, et pendant plus d'un an a fait craquer les statistiques. Ce ne peut être à ce seul signe, une œuvre absolument banale; et en effet, elle ne l'est pas du tout». (*LJ*, 20/08/38)

Dantin exprime bien le tiraillement suscité par la société moderne de consommation dont la règle de rentabilité s'appliquera aussi aux œuvres d'art en tant qu'objets culturels. Une attitude européenne, selon laquelle l'art

constitue un acte gratuit dont peuvent jouir un nombre restreint d'initiés, n'est pas étrangère aux réserves qu'on éprouve à l'occasion au *Journal*, à l'égard de ce courant populaire provenant des Etats-Unis.

Le correspondant du *Journal* se montre ainsi réceptif au tournant qu'est en train de prendre une notion presque aristocratique de la culture. D'esthétique, raffinée et limitée à certains cercles choisis, la culture devenait l'expression d'une société axée sur la consommation. Elle subissait ainsi une nouvelle orientation en devant servir au loisir des masses. Comme le dit Hannah Arendt :

«La société de masse (...) ne veut pas la culture, mais les loisirs (*entertainment*) et les articles offerts par l'industrie des loisirs sont bel et bien consommés par la société comme tous les autres objets de consommation»⁵.

D'une culture appartenant aux élites et portée sur la contemplation des œuvres d'art — et nous parlons bien entendu ici de la culture officielle, de celle qu'on acclame, c'est-à-dire celle des possédants — nous passons à une culture qui, sans émaner des masses, s'adresse néanmoins particulièrement à elles.

D'où la transformation que subit la fonction du fonds culturel. De jouissance pure pour l'esprit de l'individu, la culture devient moyen de divertissement des masses. Le cinéma hollywoodien et son utilisation du fonds culturel en est le parfait exemple. C'est cette transition que l'on ressent au *Journal* qui, tout en demeurant fidèle à une conception européenne et française de la culture, tente en même temps de la rendre accessible au plus grand nombre. Cela correspond à son projet de société libérale selon lequel la démocratisation du savoir et de la culture est un des fondements du bonheur social.

Si l'on intègre l'Amérique et ses moyens de populariser la culture, on demeure, au *Journal*, indéfectiblement attaché à la France. D'ailleurs ces moyens culturels qu'on prise tant — cinéma, disque, radio — ne sont-ils pas censés servir à diffuser une langue qui se dit universelle ?

Le film français apparaît aussi comme un moyen idéal d'apprentissage du «bon parler français», comme la culture française constitue elle-même une ouverture sur l'universel.

À travers l'examen de la notion de culture perce ainsi l'esprit d'une époque. La dimension morale d'une crise qui s'étend à l'échelle mondiale, et que l'on ressent de façon plus aiguë dans une revue comme *La Relève*, n'est pas moins présente au *Journal*. Les angoisses qu'a produites la crise se retrouvent aussi au *Journal*, bien qu'elles se manifestent aux niveaux économique et culturel plutôt que spirituel.

Comme en Europe, il existe ici, particulièrement dans les milieux intellectuels québécois, une désillusion certaine vis-à-vis de la politique et, plus précisément, vis-à-vis d'une conception libérale de l'ordre politique. La société libérale est en effet la cible de l'intelligentsia. On lui impute la responsabilité de la crise. Le libéralisme est attaqué de toutes parts, autant de la gauche que de la droite. L'alliance germano-russe d'août 1939 consacrera cet isolement de l'idéologie libérale. La déception que suscite le libéralisme, qui n'offre pas de solution immédiate aux problèmes de l'heure, est un courant qui traverse *Le Journal* mais il est canalisé, maîtrisé par Jean-Charles Harvey, son directeur.

Ainsi le rêve que caresse Lionel Groulx est aussi, découvre-t-on, celui d'Émile-Charles Hamel, l'adjoint de Harvey. Celui-ci, par moments, s'oublie et souhaite à son tour la venue d'un chef. Préoccupation qui cadre bien avec celle d'une époque turbulente à la recherche d'un dirigeant autoritaire qui rétablirait l'ordre. Hamel y met, cependant, moins d'ardeur que l'abbé :

«Ce qui a manqué aux démocraties en ces dernières années, ce sont des hommes d'État joignant à un esprit sincèrement démocratique ce magnétisme personnel, cet ascendant sur les foules, cette mentalité énergique et lucide —pour tout dire: ces qualités qui font les chefs» (*LJ*, 22/10/38).

L'idée de lutte

Une autre idée sous-jacente à la recherche d'un chef est celle de la force. Selon les idéologies et le dosage qu'elles en font, il s'agit de force physique ou intellectuelle. Pour Sévère Couture, collaborateur régulier du *Journal*, «c'est la force qu'il faut reconnaître et vénérer; non pas sa parodie, la violence et la brutalité» (*LJ*, 14/05/38). L'incitation à la lutte, à la conquête — matérielle ou territoriale — correspond donc parfaitement à l'esprit du temps. L'appel à la lutte que ne cesse de faire *Le Journal* n'est pas sans évoquer par exemple, le cri de ralliement de Mussolini — «Croire, obéir, lutter» — où, il est vrai,

l'idée de lutte renvoie avant tout à un combat physique plutôt qu'à une rivalité intellectuelle pour la conquête des biens matériels. Admettons aussi que l'idéologie fasciste compte sur l'obéissance de l'individu et sur sa foi absolue en la personne d'un chef, tandis que *Le Jour* mise sur l'initiative personnelle et l'indépendance des individus.

Cela dit, il n'en demeure pas moins que le principe de la conquête et du combat occupe une place centrale au *Jour*. Il est évident, toutefois, même si un souci semblable de relèvement national se dégage de l'idéologie fasciste, qu'ici il est d'un tout autre ordre. Il vise d'abord à faire rattraper des retards encourus sur le plan des connaissances et à imprégner la psyché canadienne-française d'un sentiment de confiance en elle-même.

Cette idée de lutte, évocatrice d'un certain romantisme hugolien — «Ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent (...)» —, semble imprégner les esprits. « Vivre, c'est lutter: qui n'a pas lutté n'a pas vécu», peut-on lire en exergue d'un autre périodique des années trente, la revue *Vivre* de Jean-Louis Gagnon qui cite ainsi Léon Daudet, auteur très lu de cette période.

Même préoccupation dans le recueil de nouvelles de Jean-Charles Harvey, *Sébastien Pierre*, publié en 1935, où l'on assiste au combat de l'ange et de la bête. Presque toutes les fortunes naissent dans «l'iniquité», affirme l'américaine Mary Curtis, qui éprouve de l'admiration pour les forts: «Depuis que je connais le monde, je constate que la société est comme la mer, pays de monstres qui s'entre-dévorent, de mangeurs et de mangés. C'est le triomphe du plus fort. Malheur aux faibles». (J-Ch. Harvey, *Sébastien Pierre*, nouvelles, Lévis, éditions du Quotidien, 1935, p.71.)

L'esprit de lutte donnera lieu à plusieurs mises au point de la part du directeur du *Jour*, qui défend ce fondement de la compétition. Son apologie de la lutte se rapprochera par moments de l'extrême droite: «Toute la nature vit de concurrence, et partout, on constate que les faibles sont nécessairement, fatalement, créés et mis au monde pour subir la loi de l'énergie. *Dura lex, sed lex*» (*LJ*, 2/12/39). Ces propos, qui s'inspirent de la théorie darwinienne de la sélection des espèces, cautionnent la supériorité, sinon des plus forts, du moins des plus doués, et montrent bien comment l'idée de lutte rejoint finalement le fascisme.

Populaire en ces années de détresse économique, l'idée de lutte se retrouve donc en force dans l'hebdomadaire de Jean-Charles Harvey. Vue sous l'angle

de l'idéologie libérale, elle est censée permettre l'émergence d'individualités fortes, indépendantes et maîtresses d'elles-mêmes. Sur le plan ethnique, elle vise à un rehaussement national et elle ne s'embarrasse pas, pour atteindre cet objectif, d'exalter le fonds culturel gréco-latin ou le classicisme français auxquels se rattacheraient les Canadiens de langue française.

La culture sert ainsi de point d'appui à la lutte. Sa fonction consiste à revaloriser une collectivité et à légitimer les récompenses qui lui reviennent. Récompenses qui découlent non d'un droit que le nombre d'une collectivité autorise, mais des aptitudes de ses membres.

Une société à bâtir

Il arrive enfin, nous l'avons déjà noté, que l'expérience de la lutte soit elle-même garante des récompenses à venir et qu'elle constitue un gage des dons supérieurs d'une nation. Cela permet de rejoindre ainsi l'idéal pancanadien où les Franco-canadiens seront naturellement appelés à jouer un rôle de premier plan.

L'idée de lutte s'inscrit dans le cadre d'un projet d'une société à bâtir, elle représente une sorte d'idéal que la culture et la connaissance permettront de réaliser. Cet idéal, qui émane d'une classe nantie et s'adresse aux couches populaires, passe ainsi aisément du social au national. D'où les élans messianiques de Harvey qui conjure les Canadiens français, un des peuples «les mieux doués qui soient au monde», mais à qui il manque «un peu de culture et de lumière», de «s'adapter aux réalités modernes et nord-américaines» (*LJ*, 20.01.40).

Le thème de la lutte est également révélateur du durcissement qu'adopte le libéralisme qui, au mois d'août 1939, perd son seul allié éventuel contre le fascisme, le camp de la gauche. La Russie, en signant un accord avec l'Allemagne, sera en effet neutralisée pendant près de deux ans. De plus, au point de vue culturel, l'occupation de la France et l'arrivée au pouvoir de Pétain concrétiseront sur le plan émotif, et non plus seulement intellectuel, la menace que présente le fascisme et rendront évidente la fragilité du libéralisme. La guerre cependant servira l'idéologie que défend *Le Jour* en accélérant l'implantation du libéralisme au Québec et en assurant parallèlement l'industrialisation. Il est en effet significatif que *Le Jour* disparaisse un an après la victoire des Alliés, alors que le libéralisme ne se sent plus menacé.

L'examen d'un journal comme *Le Jour* permet de revoir le chapitre des idéologies au Québec et de restituer un sens à l'idéologie libérale, dépourvu des préjugés que l'on a longtemps entretenus à son sujet.

«La révolution libérale» est le texte remanié de ma conférence prononcée à l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), Université du Québec à Chicoutimi, en mai 1985.

À consulter :

Victor Teboul, *Le Jour. Émergence du libéralisme moderne au Québec*, Hurtubise HMH, Montréal, 1984. 442 pages. ISBN 2-89045-635-8.

¹ Victor Teboul, *Le libéralisme moderne au Québec*, série de huit émissions diffusées sur la chaîne culturelle de la radio de Radio-Canada, du 30 juin au 18 août 1988. Outre les témoignages des personnalités nommées ci-dessus, signalons aussi la participation à l'émission de Léon Courville et de Dale C. Thompson.

² Voir Léon Courville, *Plaidoyer pour le capitalisme*, École des hautes études commerciales, Cahiers de recherche, Institut d'économie appliquée, Montréal, mai 1984, pp. 31 et 32.

³ Firmin Létourneau, *Cours d'économie politique*, Harpell's Press Cooperative, Gardenvale, P.Q., 1947, p.384.

⁴ Cité par Jean Pierre Gaboury, *Le Nationalisme de Lionel Groulx*, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1970, p. 143.

⁵ *La crise de la culture*, Éditions Gallimard, 1972, p. 263.

FIN